Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°109
19 novembre 2020
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

De Trump à Biden, deux styles pour une politique capitaliste



Trump a donc été renvoyé par le résultat des urnes à son golf et à ses casinos. Pendant quatre ans, il a incarné la politique capitaliste dans ce qu'elle a de plus cupide et de plus brutal. Par sa xénophobie, son racisme, sa démagogie crasse, il a aussi creusé les divisions parmi les travailleurs, entre Blancs et Noirs, entre Américains et migrants. Contre le Covid-19, pour préserver les profits patronaux, il a refusé tout confinement et jusqu'au port du masque et aux gestes barrière. Il a ainsi favorisé la propagation du virus et l'hécatombe qui frappe aujourd'hui, en particulier les plus pauvres. Avec la crise, la condition des ouvriers américains, qu'il prétendait défendre, s'est encore dégradée. Des dizaines de millions de personnes se retrouvent aujourd'hui au chômage et dépendantes de l'aide alimentaire. À l'inverse, les capitalistes ont vu leurs impôts baisser et leurs profits augmenter.

L'élection de Biden a suscité un soulagement chez ceux qui ne supportaient plus Trump, mais cela ne durera pas. D'abord, Trump a recueilli 71 millions de voix, huit millions de plus qu'en 2016. Les milices armées et les groupes d'extrême droite qu'il a encouragés seront toujours là. Ils vont représenter, avec l'aggravation de la crise sociale et économique, un danger pour les Noirs, les migrants et en fin de compte tous les travailleurs.

De ce point de vue-là comme du reste, il n'y a rien à attendre des démocrates et de Biden, que les médias belges et européens nous ont vendu comme le sauveur du monde entier. Biden est dans la politique depuis 1972, il a eu tout le temps pour montrer quelle classe il servait : la bourgeoisie de la première puissance mondiale. Au Sénat pendant 36 ans, vice-président d'Obama pendant huit ans, il fut toujours loyal envers le monde des affaires. De nombreux grands patrons l'ont soutenu financièrement pendant la campagne. Et, Wall Street et les Bourses mondiales ont célébré sa victoire. Biden serait même prêt à prendre des républicains dans son administration. On nous dit que Biden sera moins grossier et moins stupide que Trump, ce qui n'est pas difficile. Mais derrière le vernis, la politique menée par l'administration américaine sera la même, tout entière dédiée aux intérêts des multinationales : les Exxon, Amazon et autres Tesla.

Les États-Unis sont la première puissance mondiale et leur loi s'impose à bien des peuples. Partout, ils ont soutenu les dictatures qui servent leurs intérêts, des rois du pétrole aux colonels sud-américains. Au Moyen-Orient, ils ont toujours appuyé Israël contre les Palestiniens. Quant aux régimes qui refusent leur férule, ils en paient parfois le prix fort, comme Cuba, sous embargo depuis 1962... Et nombreux sont les pays dont le travail est pillé par les multinationales des États-Unis ; c'est le cas de la plupart des pays d'Asie et d'Amérique latine.

Ce rôle combiné de premier brigand et de gendarme du monde, les États-Unis l'ont assumé quel que soit le parti au pouvoir. C'est une administration démocrate qui engagea le pays dans la terrible guerre du Vietnam. Et plus récemment, Biden approuva les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Non, les choses ne vont pas changer avec un nouveau président. Les élections ne peuvent d'ailleurs pas changer les choses. Nous en savons quelque chose ici. Certes, chaque pays a ses particularités. Mais l'alternance gouvernementale entre des partis pro-capitalistes, nous connaissons. Les faiseurs de promesses et les marchands d'illusions, la démagogie xénophobe et raciste comme dérivatif à la crise sociale : tous ces ingrédients de la politique américaine, nous les connaissons aussi !

Le peuple américain a aussi une histoire de luttes et de combats. Dans les années 1930, la classe ouvrière se mobilisa massivement. Dans les années 1960, le pays fut

ébranlé par la révolte des Noirs, qui inspira des luttes dans le monde entier. Plus récemment, après le meurtre de George Floyd, des dizaines de millions de personnes - noirs et blancs - ont manifesté contre le racisme et les violences policières.

Ce qui va compter à l'avenir, ce sont les mobilisations, les luttes du monde du travail, des jeunes, des opprimés. Là-bas comme ici, ce qui va être essentiel, c'est la capacité des travailleurs à mener la lutte contre cette classe capitaliste qui n'en a jamais assez, et qui est prête à tout pour maintenir ses profits.

Aider le commerce local, mais comment ?

Le gouvernement a appelé tout le monde à « soutenir le commerce local » en achetant dans les magasins de proximité, même en ligne, ou en faisant appel au service à emporter des restaurants.

Comme si c'étaient les travailleurs consommateurs qui étaient responsables des difficultés des artisans et petits commerçants !

Les petits commerces souffrent d'abord des banques qui les étranglent, des loyers excessifs payés à des groupes immobiliers capitalistes, de la concurrence des grandes surfaces capitalistes qui baissent les prix en pressurant les fournisseurs, de la concurrence d'Amazon que les législations capitalistes n'obligent pas à payer d'impôt…

Enfin les petits commerçants et artisans souffrent de la baisse du niveau de vie des travailleurs dont les salaires sont comprimés pour augmenter les profits patronaux.

Le confinement dû au Covid aggrave tout ça. Mais pourquoi les banques, les grandes entreprises et les grandes surfaces, qui sont riches à milliards, ne seraient-elles pas solidaires des artisans et commerçants ? C'est que la loi du capitalisme est que les gros écrasent les petits !

Lors des luttes qui éclateront à un moment ou un autre, les patrons devront lâcher des augmentations de salaires, cela pourra donner une bouffée d'oxygène pendant un temps aux petits commerçants et artisans.

Mais la seule solution réaliste définitive, ce sera de se libérer de l'étreinte mortelle des banques, du pillage de la société par les grands groupes industriels, immobiliers, commerciaux. C'est-à-dire de mettre fin au capitalisme qui écrase les travailleurs et aussi les petits artisans et commerçants.


Les travailleurs de la Stib exerçant leur droit de retrait en mai

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

Au moment du déconfinement après la première vague, le 11 mai, plus de 1000 agents de la STIB avaient exercé leur « droit de retrait » et refusé de faire rouler leurs bus et trams. Le droit de retrait peut être invoqué par le travailleur qui n'est théoriquement pas tenu à s'exposer à un « danger grave » dans l'exercice de sa fonction.

Et en effet, à ce moment-là, la direction de la STIB avait supprimé les quelques mesures de protection contre le virus : plus de limitation du nombre de voyageurs, plus de désinfection systématique des véhicules, et surtout pas de véhicules en plus pour diminuer la charge ou de personnel supplémentaire pour permettre la mise en œuvre de ces mesures de bon sens. Mais la STIB a remis en place un service à plein régime pour acheminer les travailleurs dans les entreprises que le patronat voulait voir redémarrer le plus vite possible.

La direction de la STIB n'a pas tardé à montrer ce que valent les droits des travailleurs aux yeux du patronat : niant le danger, elle a simplement refusé de payer ces jours qu'elle considère comme une « absence non justifiée ». Pour elle, des mesures suffisantes ont été prises, notamment en imposant le port du masque aux voyageurs… même s'ils sont épaules contre épaules...

500 agents ont donc adressé une requête au tribunal du travail pour récupérer leur salaire perdu.

Cela montre une fois de plus que ce n'est pas avec des astuces juridiques pour éviter la grève que les travailleurs peuvent faire reculer les patrons et obtenir satisfaction, mais en préparant une lutte déterminée qui n'ait pas peur du mot « grève ». C'est là la seule possibilité pour changer le rapport de force et imposer des règles dans l'intérêt des travailleurs ainsi que le respect de celles-ci.



***Lutte Ouvrière* prend le relais de *La Voix des Travailleurs* parue jusqu'au n° 99 et des lettres *Lutte Ouvrière* parues pendant le premier confinement.**

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Les vases communicants entre les administrations et les entreprises

L'entreprise Unifiedpost group, cotée à la bourse de Bruxelles, spécialisée dans le traitement numérique de documents et de solutions de paiement s'apprête à proposer un poste d'administrateur « indépendant » dans son conseil d'administration à Philippe De Backer (Open VLD), ministre en charge de l'Agenda numérique et de la simplification administrative du précédent gouvernement.

En achetant De Backer, l'entreprise s'offre tout son carnet d'adresses de ministres et responsables de l'administration, et prend une option sur de juteux contrats. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg des liens entre le patronat et le personnel politique qui gère les gouvernements au profit des actionnaires.



Un toit pour tous !

La Région Bruxelles-capitale a décidé de suspendre les expulsions domiciliaires jusqu'au 13 décembre afin de protéger les locataires appauvris par la crise sanitaire.

Les associations de droit au logement estiment que ce moratoire devrait durer plus longtemps et surtout que les loyers devraient être annulés pour les locataires et les petits propriétaires dont les revenus ont diminué avec la crise. Ils dénoncent à juste titre que les banques, elles, sont toujours soutenues par les pouvoirs publics et que les gros propriétaires ont de quoi se passer de quelques loyers !

Élections sociales en temps de Covid : seul le patron a la parole !

Les élections sociales, reportées à cause de la première vague du Covid… se déroulent durant la seconde vague, par correspondance. Ainsi en ont décidé les organisations patronales et syndicales pour « limiter les risques sanitaires », comme le dit une directrice de la FEB, Monica De Jongh.

C'est pourtant avec inquiétude que l'immense majorité des salariés se rendent au travail dans des entreprises qui font passer les objectifs de production avant leur santé. Le matériel de désinfection, les masques, sont la plupart du temps distribués en quantité strictement limitée. Quant au respect des distances sanitaires, dans les consignes des chefs d'ateliers ou de bureau, cela se réduit au fait que les travailleurs ne peuvent pas discuter entre eux.

La dégradation des conditions de travail s'accompagne également d'une hausse de la précarité. Beaucoup de salariés sont des intérimaires aux contrats courts, voire journaliers. Entre eux et le délégué syndical, il y a l'œil suspicieux de la maîtrise qui détient le pouvoir de prolonger ou non le contrat.

Mais toutes ces difficultés n'empêcheraient pas les travailleurs de débattre entre eux de leurs problèmes si les organisations syndicales osaient s'appuyer sur les aspirations des travailleurs à protéger leur santé et leur emploi, et c'est là que le bât blesse. Car les dirigeants syndicaux, loin de considérer que les travailleurs n'ont pas à faire les frais de la faillite sanitaire dont les patrons et les gouvernements portent l'entière responsabilité, ne pensent qu'à faire le gros dos en espérant limiter la casse sociale.

Les patrons, eux, n'attendent pas un vaccin, ou une reprise économique, pour annoncer des suppressions d'emplois et faire pression pour produire plus. Finalement, ce n'est que lors des luttes et des grèves que les travailleurs retrouvent réellement la capacité de discuter librement, de choisir ce qu'ils veulent et de désigner leur porte-parole.

La soif de profits crée les clusters

80 ouvriers portugais, employés sur différents chantiers du bâtiment de la région de Gand, devaient se loger dans des conditions indignes dans un ancien hôtel à Aalter, en Flandre orientale. Cette situation, qui est la norme pour les travailleurs détachés du bâtiment, n'a été prise en compte par les autorités que lorsque 25 d'entre eux se sont retrouvés positifs au Covid 19. L'inspection sociale se dit impuissante, faute de moyens. Et c'est la police qui a conduit les travailleurs portugais à l'ambassade du Portugal pour les lui confier. Pendant ce temps, les patrons du bâtiment peuvent continuer en toute impunité à imposer des bas salaires et des conditions de vie dangereuses à des milliers de travailleurs détachés.

Sans papiers, sans droits, sans protection

Les travailleurs détachés vivent dans des conditions indignes, mais ils ne risquent pas d'être arrêtés, envoyés en centres fermés et expulsés, comme les 100 000 travailleurs sans papiers présents en Belgique. Ceux-ci ont bien souvent perdu leur travail avec la fermeture de l'horeca et des autres commerces. Pour manger et payer leur logement, c'est la débrouille au jour le jour. Se faire tester contre le Covid ? Impossible ! Il faut donner une adresse officielle, une carte d'identité… qui n'existent pas. Main d'œuvre indispensable pour les patrons exploiteurs, mais laissés pour compte et livrés à eux-mêmes en cas de crise ou de pandémie, voilà le sort que leur réserve cette société capitaliste révoltante.

La solidarité, c'est autre chose !

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la migration, Sammy Mahdi (CD&V) annonce que les « retours » c'est-à-dire les expulsions sont sa priorité. Pour lui, « renvoi et solidarité sont les deux faces d'une même médaille ».

Encore un qui veut nous faire croire que l'accueil correct des migrants et réfugiés serait insupportable par le pays et entraînerait une baisse du niveau de vie de la population belge. Mais c'est faux ! Ce qui réduit le revenu des ouvriers, employés, petits commerçants et artisans, ce sont les profits prélevés par la grande bourgeoisie, les banques et les plus riches actionnaires des entreprises.

Si on expulsait la bourgeoisie on pourrait tous vivre bien mieux !

Des papiers pour tous !

Pour Sammy Mahdi il n'est pas question de régulariser les sans papiers pouvant travailler dans les soins. Il ne veut pas commencer à faire une exception dans le cadre sanitaire car ça ouvrirait les portes à d'autres, dit-il.

A l'heure où le personnel soignant est débordé, où les gens en sont réduits à mourir seuls faute de soin, un homme politique comme Monsieur Mahdi préfère jouer la division entre les travailleurs que de trouver des solutions humaines aux problèmes !

Maison de repos : la politique d'austérité tue

Amnesty International vient de publier un rapport sur la gestion de la crise sanitaire liée au Covid 19 dans les maisons de repos et de soins. Ce rapport est accablant et montre que le sous financement des maisons de repos et du système de santé en général, ainsi que la gestion de la pandémie par les autorités ont conduit à ce que les droits humains soient bafoués.

Médecin Sans Frontière avait déjà fait un rapport dans ce sens cet été, et les nombreux témoignages dénoncent depuis des mois cet état de fait. Mais en réalité, cela fait longtemps que les personnes âgées sont maltraitées dans les maisons de repos par manque de financement et de personnel. Tous ceux qui connaissent des gens travaillant dans les maisons de repos savent que les cadences imposées par le manque de personnel sont infernales, qu'avoir moins de 10 minutes pour laver entièrement un résident est monnaie courante et que cela ne permet pas des rapports humains respectueux de la personne, que les articulations, le dos et les épaules de ces travailleurs y paient en plus, un lourd tribut, que le budget consacré aux repas y est insuffisant pour préparer des repas convenables… Tout cela pèse sur la santé des résidents et du personnel et aussi sur la santé mentale des uns et des autres, du fait d'être mal traités et de ne pouvoir faire son travail correctement et avec humanité !

La crise sanitaire est venue encore aggraver une situation déjà catastrophique !

Ainsi le rapport d'Amnesty montre qu'entre mars 2020 et le 23 octobre sur les 10 588 personnes décédées en Belgique du coronavirus, 6 467 sont des résidents de MR/MRS. Soit, plus de 61% du total des décès. D'après Amnesty, ce qui explique l'ampleur de la catastrophe, hormis le manque de personnel et de financement, c'est le refus d'hospitaliser les résidents des maisons de repos pour ne pas engorger les hôpitaux saturés ainsi que le manque de préparation des maisons de repos pour affronter une pandémie.

Au début de la pandémie, le personnel des maisons de repos s'est retrouvé submergé par un important surplus de travail, ce qui a réduit les capacités de soins. Le personnel de certaines MRS a ainsi pu témoigner ne pas pouvoir nourrir et hydrater tous les résidents chaque jour par manque de temps.

De plus, l'insuffisance de la capacité de dépistage a permis au virus de se propager davantage. En effet, alors que le secteur réclamait des tests de façon urgente depuis mars, la possibilité de se faire tester régulièrement n'a été possible pour les membres du personnel des MR/MRS — et non pour les résidents — qu'en août 2020, avec un maximum d'un test par mois.

Le manque de moyens a aussi entraîné une augmentation du phénomène de contention. L'inventaire des plaintes déposées auprès de l'Aviq témoigne par exemple de résidents enfermés à clef dans leur chambre, de clinches retirées des portes et fenêtres ; et le Vlaams Ombudsdient, le service de médiateur flamand, fait lui état de personnes attachées à un fauteuil roulant pendant plusieurs jours, à un lit, mises sous sédatif…

La suspension des visites, a aussi privé les maisons de repos de l'aide informelle des parents et des bénévoles, ainsi que du contrôle social exercé par les familles.

Face aux nombreux constats, Amnesty International recommande que des commissions d'enquête soient mises sur pied "afin que chaque niveau de pouvoir puisse tirer les leçons de ce qui s'est passé et que les erreurs commises ne se reproduisent plus".

En réalité, ce ne sont pas des "erreurs commises", mais un choix de tous les dirigeants de la société - ministres et députés des grands partis, actionnaires des banques et des grandes entreprises- de réduire les budgets de la santé pour favoriser le maintien ou même la hausse des profits des banques et des grandes entreprises.

Alors aucune commission d'enquête ne règlera le problème. Même si elle désignait quelques "coupables" de second étage, elle ne mettra pas fin à la course au

profit de la bourgeoisie qui dirige la société.

Ce qui s'est passé et continue de se passer continuera tant qu'on laissera la direction de la société à la bourgeoisie et à ses serviteurs que sont les hommes politiques dans les gouvernements. Il faut d'urgence investir massivement dans le système de santé et embaucher !

Il faut mettre les moyens humains et matériels nécessaires pour que l'accès à des soins et à des traitements corrects soit garantis à tous !

Et l'argent pour cela existe.

Vaccin Pfizer : la science noyée dans le business

L'entreprise pharmaceutique Pfizer a annoncé une efficacité de 90% pour son vaccin contre le Covid encore en cours d'évaluation.

Cette nouvelle enthousiasme les scientifiques dans le monde entier parce que c'est la première fois que de tels chiffres sont atteints pour un vaccin contre le Covid, et que c'est aussi la première fois qu'un vaccin à ARN, la nouvelle technique utilisée pour ce vaccin, est efficace chez l'homme. Cela pourrait ouvrir des perspectives pour la lutte contre d'autres maladies.

Mais si Pfizer a insisté sur le taux d'efficacité, il a moins insisté sur le fait que ce résultat ne concerne que les 92 premiers patients testés sur 43 000 participants à l'étude ! Les chiffres peuvent encore changer avec l'avancement du test. De plus, on ne sait encore rien sur l'efficacité à plus long terme, la durée de l'immunité, ni pour les personnes à risques… Au-delà de l'avancée technique importante, il est donc difficile de prédire l'avenir de ce vaccin.

Alors, pourquoi Pfizer s'est empressé de publier ses résultats partiels ? Un journaliste a révélé que Pfizer voulait déjà annoncer des résultats avec 30 patients testés seulement ! C'est que tous les groupes pharmaceutiques sont au coude à coude pour faire signer des commandes de vaccins aux Etats qui en ont les moyens. Ainsi le Canada a annoncé une commande supplémentaire de 56 millions de doses. Et l'action de Pfizer a bondi de 7% en une journée, ce qui a permis aux dirigeants de l'entreprise de vendre pour 7,5 millions de dollars d'actions (elles valaient 7 millions la veille).

L'impatience de Pfizer à publier ses premiers résultats n'a rien à voir avec l'intérêt scientifique.

En Belgique, l'agence fédérale des médicaments va devoir se prononcer rapidement sur l'achat ou non du vaccin de Pfizer. Le responsable de l'agence s'inquiétait du problème logistique que pose ce vaccin qui doit être conservé au froid intense, à -80°. Comment équiper l'ensemble de la chaîne de distribution jusqu'aux médecins de moyens frigorifiques alors que l'agence a déjà des difficultés à se fournir en seringues appropriées ?

Ce qui fera peut-être pencher la balance, c'est que Pfizer a promis de produire une partie du vaccin en Belgique. La recherche d'un vaccin n'échappe pas à la recherche du profit.



Pénurie du personnel infirmier : le gouvernement manœuvre

Le ministre de la santé Franck Vandenbroucke annonce « une prime d'encouragement » de 985 euros pour le personnel soignant. De leur côté, les organisations patronales et syndicales de la santé se sont mises d'accord sur l'utilisation d'un budget de 600 millions € destinés à des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Mais en même temps, le parlement est sur le point de voter une loi pour rendre possible la délégation de certains soins infirmiers à des aides-soignantes, à des étudiants ou des stagiaires voir des personnes sans aucune formation.

Ce projet provoque la colère des infirmiers, qui y voient une façon d'aider les patrons du secteur à résoudre le problème de pénurie de personnel sans recruter, sans augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.

Le texte de la loi pour autoriser cette délégation des soins limite cette autorisation jusqu'au 1er avril. Mais les problèmes de pénurie n'auront pas disparu à cette date, et rien ne garantit que cette délégation ne devienne permanente.

Depuis le début de l'épidémie, face aux besoins criants d'effectif dans les hôpitaux et les maisons de repos, des étudiants sans contrats, des stagiaires peu rémunérés, des infirmiers et des médecins retraités ont été utilisés pour boucher les trous. Le gouvernement, qui a distribué des milliards aux entreprises, n'a pas levé le petit doigt pour favoriser l'embauche d'infirmières et d'aides-soignantes au chômage (il y en a) ou en contrats précaires (il y en a beaucoup), d'assistants administratif et technique, d'aides cuisiniers, de personnel d'entretien et de nettoyage…

Cela n'est pas un oubli. Les gouvernements n'ont aucune intention de revenir sur la politique qu'ils appliquent depuis des années pour transformer les hôpitaux et les maisons de repos en entreprises rentables pour des investisseurs privés. Même si cela provoque des tragédies comme celle du Covid.

Le personnel soignant, sur base d'une dure expérience, à toutes les raisons de se méfier des effets d'annonces, des manœuvres des gouvernements et des patrons. Ils ne réclament pas de primes mais des augmentations de salaires sérieuses, des embauches, des horaires décents. Mais pour obtenir cela, ces

travailleurs ne pourront compter que sur la solidarité entre toutes les catégories du personnel, soignant ou non, qui partagent le même sort, pour des luttes d'ampleur.

Fallait oser

Le gouvernement, qui utilise la méthode des primes pour ne pas donner de satisfaction sur le salaire, accorde également au personnel soignant un chèque de consommation de 300 euros à dépenser… dans le secteur de la culture, du sport, de l'horeca et du commerce de détail. A utiliser entre deux confinements et en respectant les distances sanitaires…



La colère des médecins assistants

Les 6 000 médecins assistants des hôpitaux menacent de faire grève et ils ont bien raison. Ils réclament un contrat de travail, le paiement de leurs heures supplémentaires, ainsi qu'une garantie de salaire durant les 30 premiers jours de maladie. En bref, ils veulent avoir les mêmes droits qu'un travailleur salarié. Déjà avant la crise du Covid, ces jeunes médecins dénonçaient l'exploitation dont ils faisaient l'objet, enchaînant des semaines de 60 à 70 heures. Mais depuis la pandémie, les étudiants médecins et infirmiers ont été encore plus largement mis à contribution. Ils ont été réquisitionnés, le suivi de leur stage s'est réduit à peau de chagrin, ils se sont retrouvés livrés à eux-mêmes dans les unités de soins quand on ne les a pas obligés à faire des tâches administratives, sans savoir s'ils pourront reprendre leur stage. Ces médecins stagiaires, payés 4 euros de l'heure, font tourner la plupart des services hospitaliers tout en subissant la pression de leur direction. Leur indignation est justifiée et pour se défendre, ils ont tout intérêt à s'unir aux autres catégories de travailleurs de la santé, et au-delà.

A l'hôpital :

Une réaction significative

Lors d'une formation, une infirmière pénètre avec 3 jeunes stagiaires dans la chambre d'un patient pour s'occuper de lui. Et voici l'équipe au travail qui s'occupe avec soins et attention du malade. Mais celui-ci est en fait mal à l'aise. Il s'inquiète : « 4 infirmières ? Mais je n'ai rien demandé. On va me faire payer des suppléments d'honoraires ? » L'infirmière, qui a connu une autre époque : « Ne vous inquiétez pas. Ce sont des stagiaires en formation. Mais là, vous voyez comment on prend soin de vous quand on a un effectif au complet ». Une autre époque qu'on voudrait au futur, et au diable la rentabilité !

Impropre

Pendant la toilette du matin d'un patient, les aides-soignants savent quelle différence cela fait d'avoir le temps de parler et d'écouter, pour en faire une relation entre deux êtres humains. On soigne un corps, mais il y a une tête pleine de sentiments et d'expériences au-dessus ! Mais ce temps, les aides-soignants l'ont de moins en moins : on enchaîne les gestes mécaniques avec un gant de toilette et à peine un bonjour-au revoir, puis on sort de sa tournée avec un sentiment pénible que les aides-soignants appellent « le syndrome du car-wash ». Faire des économies sur le dos des travailleurs et des malades ? C'est de la crasse !

Brèves Audi Bruxelles

« Start to run » à la sauce patronale

A partir de mercredi, la direction veut nous faire passer à 20,1 voitures, puis ce sera 20,2, 20,3… jusqu'à ce qu'on coure comme Usain Bolt ? Sauf que lui, il gagnait des médailles en or. Ici, l'or va aux actionnaires, pas aux coureurs.

Il y a mieux à faire

Faire les poussières, ranger la cave, tondre la pelouse, laver la voiture, trier ses factures… Certes des corvées, mais quelles belles activités à faire un samedi comparé à une journée de week-end passée à l'usine.

Si on allait plutôt voir les feuilles d'automne...

La révolte à l'horizon

A partir de janvier, il n'y a plus de CDI à l'horizon des 3 ans d'intérim. Du côté de la direction, la seule promesse ferme est celle de la précarité que les patrons voudraient faire accepter comme normale. Eh bien non ! La précarité n'est pas normale, pas plus que le chômage.

Les capitalistes et les gouvernements comptent que la situation actuelle dure encore longtemps, que les travailleurs continuent à encaisser les coups sans trop réagir… Ils se trompent ! Le mécontentement est profond, la rage est rentrée, mais elle finira par éclater. Quand ? Comment ? L'avenir le dira. Et là on renouera avec les luttes du passé.

Suivez-nous sur Facebook: Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel: : 0470-18 82 39
Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !